

TÉMOIGNAGES

Je ne comprends pas, on n'est pas dans un pays sous-développé! Qu'est-ce qui se passe?» L'incompréhension de Salima Sedira est à la hauteur de l'inquiétude qui monte chez de nombreux patients: vont-ils avoir accès au médicament qui les soigne ou les soulage, ce mois-ci, le mois prochain, le suivant? Cette femme de 55 ans, sous traitement depuis 2006 pour sa bipolarité, a vécu une première cet été: impossible de trouver du Valium (diazépam), utilisé pour diminuer l'anxiété dont elle souffre. «Rupture de stock», lui a-t-on dit dans sa pharmacie, à Saint-Paul-de-Vence (Alpes-Maritimes). Le générique qui lui a été donné à la place en juillet n'a pas marché, raconte-t-elle: «C'était catastrophique, ça ne me faisait rien, j'avais trop d'angoisses.» Résultat, elle a raclé ses fonds de tiroir et a retrouvé de vieux cachets, datant d'un an, deux ans... Ajoutés aux «deux boîtes miracles» que le pharmacien a finalement reçues en août, elle a de quoi «tenir» jusqu'à la mi-septembre. Après, c'est l'inconnu.

Anxiété, migraine, troubles cardiaques, vertiges, ostéoporose... les maux pour lesquels les traitements viennent à manquer ces dernières semaines sont de toutes sortes, avec les tensions et les ruptures de stock sur les médicaments qui se multiplient depuis la sortie de la crise sanitaire. Si les patients, qui ont répondu à un appel à témoignages sur Lemonde.fr, parlent d'abord de leur «angoisse», ils racontent aussi les «galères» au quotidien et leurs «stratégies», dans un système qui les laisse souvent démunis et les oblige à naviguer à vue, certains se retrouvant obligés d'adapter, ou même d'interrompre, leur traitement.

L'OBLIGATION DE SE «RATIONNER»

Thibault Lévêque le reconnaît, il vit «très mal» la situation: sa femme est désormais obligée de se «rationner» sur son médicament pourtant indispensable à toute vie sociale, y compris «pour aller faire des courses». Après une lourde chirurgie gastro-entérologique, elle ne peut plus sortir sans risque de se retrouver dans des situations «honteuses voire dégradantes», résume-t-il pudiquement, à propos de ce qu'il nomme une «quasi-incontinence des intestins». Mais impossible, depuis cet été, de trouver son remède «miracle» – le Questran 4gr (cholestyramine) – en quantité nécessaire pour continuer à le prendre chaque jour.

Après s'être retrouvé confronté aux tiroirs vides des pharmacies de son département, l'Eure, il a fini par trouver à 200 kilomètres la dernière boîte qu'il leur reste aujourd'hui, en région francilienne. «On a mis à contribution la famille en Ile-de-France, ils ont appelé partout, ils ont été dans au moins une quinzaine de pharmacies, raconte-t-il. Depuis, on n'arrête pas de faire chou blanc, c'est la galère.»

Il tourne et retourne les choses dans sa tête, en se demandant s'il adopte la bonne «stratégie»: après avoir appelé le laboratoire fabricant du médicament, il a cru comprendre que les pharmacies en recevaient toujours en petite quantité en début de mois. «Est-ce qu'on continue à démarcher le plus de pharmacies possible, ou bien a-t-on plus de chances en commandant dans une seule?» En attendant, son épouse limite au maximum ses déplacements. Comme nombre de patients démunis, cet homme de 45 ans veut quand même relativiser: «Nous, on a de la chance, cela ne met pas en danger la santé de ma femme», dit-il.

Elodie (les personnes mentionnées par un prénom ont souhaité rester anonymes) relativise aussi. Cette fonctionnaire francilienne de 33 ans a des difficultés à trouver le Profemigr 150 milligrammes (kétoprofène), qui lui permet de surmonter ses migraines chroniques. «Ce n'est pas un truc grave, ce n'est pas prioritaire, mais travailler avec une migraine, c'est compliqué et c'est quand même des traitements dont beaucoup de gens dépendent, souligne la jeune femme. Je trouve ça din-



Le désarroi des patients face aux pénuries de médicaments

Ces dernières semaines, des manques de toute sorte se font ressentir en pharmacie. Les malades racontent leurs stratégies pour s'approvisionner, leur incompréhension et leur angoisse, devant parfois diminuer ou interrompre un traitement

« ON A MIS À CONTRIBUTION LA FAMILLE EN ÎLE-DE-FRANCE. PUIS ON S'EST REMIS EN ORDRE DE BATAILLE, MAIS ON N'ARRÊTE PAS DE FAIRE CHOU BLANC, C'EST LA GALÈRE »

THIBAUT LÉVÊQUE
habitant de l'Eure

« JE NE PEUX PAS M'EN PASSER »

Pour Joëlle Guéry, c'est plus compliqué. «Je sais très bien ce que peut entraîner une rupture de traitement, c'est un médicament dont je ne peux pas me passer», dit posément l'infirmière de 63 ans, qui prend depuis plus de deux ans de la flécaïne pour ses troubles des rythmes cardiaques, un médicament en très forte tension ces dernières semaines. Sans lui, la crainte est de se retrouver avec ce «cœur qui bat n'importe comment», image-t-elle joliment. Et d'augmenter le risque d'AVC.

«Tout ce qui touché au cœur est angoissant, je ne suis pas tranquille», reconnaît la retraitée de la fonction publique hospitalière, qui effectue encore des remplacements. Au lieu d'une gélule par vingt-quatre heures «à libération prolongée», elle a dû se résoudre, avec la rupture de stock, à prendre la formule «à libération immédiate», en août. Mais cela n'a rien eu d'anodin: «J'ai des effets secondaires, je suis nauséuse toute la journée, j'ai des vertiges, des troubles digestifs...» Par chance, quelques boîtes de son traitement initial sont arrivées chez sa pharmacienne au courant du mois.

Elle sait déjà qu'elle ne pourra pas «switcher», comme on dit dans le jargon, vers l'autre médicament préconisé en cas de rupture: son cardiologue lui a déjà dit

qu'avec sa faible tension, c'était invisible. «Me voilà tranquille pour trois semaines, jusqu'au prochain stress quand il faudra renouveler mon traitement», se désolait-elle. Pour Anne, il s'agit d'une interruption de traitement qui se poursuit: depuis la mi-août, cette femme de 56 ans a dû stopper son traitement contre l'ostéoporose. Une maladie qui fragilise les os, une «saleté pour femme ménopausée», tente-t-elle avec un brin d'humour, expliquant que le seul risque encouru désormais, c'est de se «casser plus facilement quelque chose». Après avoir réussi à trouver la dernière boîte restante dans une pharmacie marseillaise, en juillet, ses recherches au cours de ses vacances en Bretagne se sont révélées infructueuses.

« ON ME LAISSE TOMBER »

Au-delà de l'indignation, difficile de ne pas penser aux conséquences potentielles, sur sa santé cette fois. «C'était un espoir que la maladie cesse sa progression, voire régresse, glisse-t-elle. Je suis une bonne élève, je prends depuis deux ans mon traitement, en respectant toutes les petites règles qu'on m'a données, et là on me laisse tomber, comme ça, du jour au lendemain...»

Hélène s'est retrouvée «au bord des larmes» devant un pharmacien d'une petite ville des Alpes-de-Haute-Provence lui disant qu'il ne pouvait rien pour elle cet été, sans lui chercher aucune alternative. Elle a soufflé quand elle a trouvé dans une autre officine une solution: deux piqûres de 40 milligrammes au lieu de son injection habituelle de 80 milligrammes contre la

rectocolite hémorragique, dont elle souffre depuis 2018. «J'étais soulagée, car plus je recule l'injection, plus j'ai de risque de faire une crise», explique la jeune femme, habituée aux difficultés pour se procurer son médicament depuis la crise sanitaire, parfois au point d'avoir eu à décaler son injection, prescrite tous les quinze jours, d'une semaine. Elle, comme d'autres patients, témoignent d'une culpabilité «étrange»: «J'avais conscience en même temps que je prenais certainement le traitement d'une autre personne qui allait rencontrer les mêmes difficultés que moi...»

Marc a aussi ressenti un fort soulagement, jeudi 7 septembre, quand le pharmacien lui a dit comme par magie qu'il avait une boîte de bétahistine. L'homme de 67 ans, qui souffre de vertiges de Ménière, a dû interrompre son traitement tout le mois d'août. «Je n'ai eu que deux fortes crises [de vertiges], ça a été limité», minimise le retraité, qui travaillait régulièrement, depuis plusieurs mois déjà, tout Montpellier pour se procurer le médicament. «J'ai essayé de diminuer la dose, mais je ne savais pas si c'était valable», raconte-t-il. J'ai pu avoir l'avis de mon ORL par sa secrétaire, qui m'a dit que je ne pouvais pas faire ça et qu'il n'y avait pas de possibilité de substitution avec un autre médicament.»

Mais ce qui l'inquiète est ailleurs: «Je m'occupe de ma mère, qui a 90 ans, et on est confronté à des problèmes sur tous les médicaments courants, même sur la flécaïne! Maintenant, à chaque fois que je vais à la pharmacie, je suis un peu angoissé.»

CAMILLE STROMBONI